

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 643 DU 30 AOÛT 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« Les gouvernements ont l'âge de leurs finances, comme les hommes ont l'âge de leurs artères ».

**André Maurois**

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



## OUVERTURE EN IRAN DU SOMMET DES NON ALIGNÉS



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### POUR LKP, LA PWOFITASYON CONTINUE DE PLUS BELLE

**En réponse à la pwofitasyon sur les prix, le gouvernement Sarkozy nous avait promis plus de concurrence. Trois ans après, le constat est affligeant : pwofitasyon la é toujou la. Les avis de l'autorité de la concurrence dénonçant les monopoles oligopolistiques, les marges abusives des importateurs-distributeurs, les ententes commerciales illégales, les clauses d'exclusivités anticoncurrentielles ont fini à la poubelle. Ces manquements n'ont jamais été sanctionnés. L'État n'a jamais mis en œuvre l'article L.410-2 du Code du Commerce que reprend l'article 1 de la loi pour le développement économique des "dom". L'État et les Collectivités s'étaient engagés à faire respecter les baisses de prix négociées, à faire répercuter les baisses des taxes, notamment l'octroi de mer, et à lutter contre la pwofitasyon sur les prix. Pourtant les prix n'ont pas cessé d'augmenter. Blag a mas a kòn ! Yo konplis. Le Groupe d'Intervention Régional (GIR), censé lutter contre les pratiques abusives en matière de prix, mettre en place et diffuser des enquêtes et des études sur les prix et les revenus et étudier la mise en place d'une plate-forme logistique unique pour agir sur la baisse des prix, n'a à été fait de tout cela. Même le numéro vert "consommateur" n'a jamais fonctionné. L'état et les Collectivités de Guadeloupe auront réussi à ramener petit à petit le prix des carburants en Guadeloupe au même niveau que celui de la France, toujours dans l'opacité la plus totale. Aucune information sur le prix d'achat, ni sur la provenance des carburants, alors que les compagnies pétrolières s'approvisionnent notamment dans la Caraïbe et dans le Golf du Mexique. et les YO continuent à**

**nous faire croire qu'il n'y a pas de carburants aux normes européennes dans la Caraïbe. La gestion de la ressource en eau demeure problématique en Guadeloupe : Coupure intempestive, pannes répétées, réseau obsolète, pénurie, captage défaillant, ressource impropre à la consommation, pwofitasyon sur les pris, prix et opérateurs multiples, pwofitasyon si maléré... les engagements pris dans le cadre des Accords du 04 mars 2009, là encore, ne sont pas respectés. Concernant les revenus, après avoir bénéficié des aides de l'Etat et des Collectivités, les patrons de Guadeloupe refusent d'appliquer l'accord signé en 2009. Il s'agit là d'une escroquerie manifeste assimilée à un enrichissement sans cause. Les revenus demeurent inférieurs en Guadeloupe à la moyenne française de plus de 40%. Dans le même temps, les élus de Guadeloupe, par la voix de l'association des Maires ont décidé de supprimer le maintien des revenus lors des congés maladies des agents communaux. La situation des jeunes, au regard de la formation et de l'emploi, est dramatique. Le plan d'urgence pour l'emploi et la formation n'a jamais vu le jour. Chacun, Etat, Collectivités ayant choisi de jouer seul sa partition pour de sombres considérations politiques. Et pour couronner le tout, malgré l'interdiction de l'épandage aérien de pesticides en France et en Europe, l'Etat Français a choisi de distribuer des dérogations aux pwofitan davwa nou pa moun . Tel est le petit bilan rapide que nous pouvons tirer du passage de Marie-Luce Penchard mais aussi de Victorin Lurel et Jacques Gillot, coresponsables de cette situation car signataires, au nom du conseil régional et général, au même titre que l'Etat, des accords du 04 mars 2009. Depuis 32 ans, Travayé é Pèp Gwadeloup, jèn é vyé, avoté é matrité , sont debout face aux pwofitan , prouvant ainsi que konplo a nèg pa konplo a chyen malgré toutes les tentatives de division de notre peuple. Nous avons décidé de changer notre sort nous-mêmes, en comptant sur nos propres forces, sur notre propre détermination, sur notre conscience et sur la montée de notre esprit de révolte. Nous avons beaucoup réfléchi, analysé et compris les raisons profondes du refus affiché par les institutions, l'Etat, la Région et le Département de ne pas lèvé NOU di gad é méprizé Travayé é Pèp Gwadeloup. Tous bords politiques confondus, Etat, Région et Département ont décidé de ne pas respecter leur signature et de se soustraire à leur engagement. LKP**

**a grandi, s'est fortifié. Ces trois années de liyannaj d'expériences, de parcours de révolte, d'organisation collective, de réappropriation de notre culture, de nos mès é labitid , de NOU mêmes, nous ont permis de conforter notre conviction qu'il ne faut surtout pas bésé tèt ni konté si pyé a lézot pou maché. Il s'agit de NOU , de poursuivre et de gagner le combat kont démounaj a Fanm é Nom Gwadeloup , entrepris depuis des siècles pour faire de NOU des êtres sans terres, sans culture, sans âme, sans histoire, sans héros ; des êtres sans vie. Nous sommes des femmes et des hommes dignes, kont tout moun si latè , capables de nous battre et de vaincre. Ni tanpisouplé , ni réformer, ni amender, ni même négocier pou rété doubout . Mais nous mettre debout, tout simplement kon Fanm é Nom vèwtikal . Revendiquer cette posture, propager et diffuser l'idée d'une confrontation permanente avec le système colonial et capitaliste, telle est notre tâche du moment, jòdila é dèmen .**

## **LUREL N' EN FINIT PAS DE DISSERTER ET N'AGIT PAS**

**VICTORIN LUREL** , ministre français des colonies et conseiller régional alors qu'il ne siège pas continue à discourir sur la baisse du prix de l'essence . Il ne sait toujours pas comment convaincre les régions à diminuer les impôts sur l'essence .S'agissant des pétroliers il continue à discourir : « Le premier temps, l'urgence, c'est la négociation, c'est l'amiable. Le deuxième temps, c'est la révision du décret de novembre 2010 pris par mon prédécesseur. Il a des effets d'automaticité et des marges préservées qui paraissent très importantes, entre 8 et 15% dans un secteur sans concurrence. Ça me paraît opulent! Il y a des choses qu'on peut revoir et que nous reverrons. Ça prend du temps ; il y a des consultations obligatoires dont l'Autorité de la concurrence, le Conseil d'État et parfois Bruxelles... » Il continue avec des propos à peine croyable : « À l'époque à la Région j'avais dû avancer 1,5 million d'euros comme le président du conseil général et nous avons attendu longtemps avant que Jégo ne nous rembourse ces 3 millions. Mais surtout, il n'a pas cassé les structures oligopolistiques et monopolistiques. Il faut s'attaquer à ces structures là. Jégo s'est fait une belle réputation sous la contrainte d'un mouvement social mais il n'a pas pris l'initiative d'appeler la Sara. On m'a laissé un texte, préparé par Jégo et appliqué par Penchard, qui préserve des marges étonnantes ». Les impôts perçus par la région n'appartient pas à cette collectivité.C'est l'argent du contribuable citoyen . Ce contribuable estime que l'essence est trop chère . Il faut donc diminuer rapidement les impôts et faire payer l'impôt par les entreprises sur leurs bénéfices. En contrepartie , il faut impérativement supprimer les dépenses financées par

l'impôt supprimé. **MONSIEUR LUREL** , ministre français des colonies et conseiller régional, cesser de parler .

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SCIENCES**

### **LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE DÉNONCE L'INACTION DES AUTORITÉS COLONIALES FACE À LA HAUSSE DES PRIX**

Dans un communiqué qui nous a été adressé , **LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** constate que les prix continuent d'augmenter malgré le choix des organismes coloniaux en charge de la gestion de l'information économique et sociale qui minore les augmentations de prix pour participer à la manipulation des guadeloupéens notamment les plus modestes qui ne bénéficient pas de prime de vie chère. Les prix de l'alimentation augmentent de 0,3 % (+3,3 % sur un an). Les prix des légumes frais renchérissent (+3,4 %). Sur un an, les prix des produits pétroliers reculent de 0,6%. Cependant, sur un an les prix des produits pétroliers progressent de 4,5 %. En dépit de ces évolutions , les autorités coloniales parlent et ne font rien ce qui illustre que la Guadeloupe n'est pas dirigé notamment dans les domaines économique et social. Compte tenu des effets de prix élevés sur les classes de condition modeste , **LA CONVENTION** demande un débat sur ces questions amplifiées par le caractère de supermarché de notre économie afin de valider une nouvelle politique de maîtrise des prix .

### **LA BANQUE MONDIALE INQUIÈTE DE LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES**

La Banque mondiale s'est inquiétée à son tour jeudi de la flambée des prix alimentaires, qui battent de nouveaux records en raison de la sécheresse aux Etats-Unis et menacent la "santé et le bien-être" de millions de personnes. "Nous ne pouvons pas tolérer que cette envolée historique des prix fasse peser un risque permanent" sur les populations pauvres, s'est alarmé dans un communiqué le président de l'institution, Jim Yong Kim. Plus de trois ans après les émeutes de la faim de 2007-2008, la Banque mondiale (BM) s'inquiète tout particulièrement du niveau "sans précédent" atteint dès juillet par les cours mondiaux du maïs et du soja, deux produits de base de l'alimentation dans de nombreux pays en développement. Entre juin et juillet, les prix du maïs et des graines de soja ont respectivement bondi de 25% et 17% alors que les prix alimentaires dans leur ensemble augmentaient de 10%, selon les données de la BM. La tendance s'est poursuivie fin août où ces deux céréales ont atteint de nouveaux sommets. En outre, jeudi à la Bourse de Chicago, le contrat de référence sur le

boisseau de blé a clôturé à 9,03 dollars, contre environ 6,5 dollars fin 2011. Sur cette même période, le contrat de référence sur le soja a quasiment doublé pour s'établir à 17,6 dollars. "Les prix alimentaires ont encore augmenté brutalement et menacent la santé et le bien-être de millions de personnes", a résumé M. Kim. Selon la BM, la hausse a été particulièrement marquée dans certains pays d'Afrique. Au Mozambique, le prix du maïs a flambé de 113% entre juin et juillet, tandis que le sorgho - parfois utilisé comme céréale alternative au maïs - a vu son coût bondir de 220% au Soudan du Sud et de 180% au Soudan. "L'Afrique et le Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables", a résumé M. Kim. Et l'avenir n'incite pas à l'optimisme: les prix devraient rester "élevés et volatils" sur le long terme en raison notamment des "incertitudes croissantes sur la production agricole, s'inquiète l'institution.

## PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



# AFFAIRES INTERNATIONALES

## LE XVI<sup>e</sup> SOMMET DES NON ALIGNÉS



Le 16<sup>e</sup> sommet des 120 pays non-alignés s'est ouvert jeudi matin à Téhéran en présence de 29 chefs d'Etats et de gouvernement. Ce sommet, à l'issue duquel l'Iran prendra pour trois ans la présidence du Mouvement des Non-Alignés, est présenté par Téhéran comme un important succès diplomatique face aux Occidentaux qui tentent de l'isoler internationalement en raison de son programme nucléaire controversé. L'Iran «ne cherchera jamais à avoir l'arme atomique», a réaffirmé jeudi le

guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, en ouvrant le sommet. Le numéro un iranien a toutefois également réaffirmé que la République islamique «ne renoncera jamais au droit du peuple iranien à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques». L'ayatollah Khamenei a dénoncé à cet égard la «dictature manifeste» du Conseil de sécurité estimant que l'organisation a «une structure irrationnelle, injuste et totalement antidémocratique». «La chambre de commande du monde est contrôlée par la dictature de quelques pays occidentaux», a-t-il ajouté dans son discours prononcé en présence notamment du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a manifesté quelques signes d'irritation selon les images transmises en direct par la télévision iranienne. Le Guide suprême iranien a toutefois affirmé que les sanctions contre l'Iran «n'ont fait que renforcer la volonté et la détermination» du pays à poursuivre son programme nucléaire. L'Iran espère relancer la conférence des Non-Alignés, organisation datant de la guerre froide et largement assoupie, pour en faire un contrepoids aux grandes puissances et d'abord aux Etats-Unis.

Les principaux pays représentés au plus haut niveau sont l'Inde (Manmohan Singh, Premier ministre), l'Egypte (Mohamed Morsi, président), le Pakistan (Asif Ali Zardari, président), l'Irak (Nouri al-Maliki, Premier ministre) et la Syrie (Waël al-Halaqi, Premier ministre). Parmi les alliés traditionnels de l'Iran, les présidents du Soudan Omar el-Béchar et du Zimbabwe Robert Mugabe sont présents, et la Corée du Nord a envoyé son président cérémoniel Kim Jong-Nam. Deux autres pays proches de Téhéran, le Venezuela et Cuba, ne sont en revanche représentés respectivement que par leur ministre des Affaires étrangères et leur vice-président. Voici la liste des pays représentés par leur chef d'Etat ou de gouvernement : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, République centrafricaine, Djibouti, Egypte, Inde, Irak, Gabon, Guinée Bissau, Liban, Lesotho, Mongolie, Népal, Corée du Nord, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sri Lanka, Soudan, Syrie, Swaziland, Tadjikistan, Turkménistan et Zimbabwe. L'Autorité palestinienne, qui est l'un des 120 membres à part entière du Mouvement, est également représentée par son président Mahmoud Abbas. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le secrétaire de la Ligue arabe Nabil al-Arabi assistent également à ce sommet. L'absence de la plupart des pays de la Caraïbe à l'exception de CUBA est étonnante et illustre le manque de souveraineté de la plupart des pays de notre région.

## **LE DISCOURS D'OUVERTURE D'ALI KHAMENEI , GUIDE SUPRÊME DE L'IRAN**

**Au nom d'Allah, le très Miséricordieux, le tout Miséricordieux**

**Louanges à Allah, le Seigneur des Mondes, paix et salut au grand prophète digne de confiance, à ses descendants infaillibles, ses compagnons élus et tous les prophètes et les messagers, Je souhaite la bienvenue aux honorables invités, aux dirigeants et aux délégations des pays membres du Mouvement des non-alignés, ainsi qu'à tous les autres participants de ce grand Sommet international.**

**Nous sommes réunis ici pour poursuivre en fonction des conditions actuelles et des besoins qui existent dans le monde, avec l'aide et la guidance de Dieu, un mouvement et un courant qui ont été fondés il y a six décennies, grâce à l'intelligence, la bonne foi et le courage de quelques dirigeants bienveillants et engagés, et pour donner à ce mouvement, une nouvelle vie et un nouveau dynamisme.**

**Nos invités se sont réunis ici à partir de lieux géographiques lointains et proches, et appartiennent à des nations et à des races différentes, avec différentes caractéristiques idéologiques, culturelles et historiques, mais comme Ahmad Sukarno, un des fondateurs de ce mouvement, l'a déclaré à la célèbre conférence de Bandung en 1955, la base du Mouvement des pays non-alignés n'est pas une convergence géographique, raciale et religieuse mais une convergence de besoins. A cette époque, les pays membres du Mouvement des non-alignés avaient besoin d'un lien qui pouvait les protéger des réseaux avides de pouvoir, arrogants et insatiables, et aujourd'hui, avec le perfectionnement et le développement des outils de l'hégémonie, ce besoin existe toujours.**



Je tiens à souligner une autre vérité qui est que l'Islam nous a appris qu'en dépit de leurs différences raciales, linguistiques et culturelles, les êtres humains ont une nature unique qui les appelle à la pureté, à la justice, à la bienveillance, à la compassion et à la coopération, et que c'est cette nature humaine universelle qui guide les êtres humains vers le monothéisme et la connaissance de l'essence transcendante de Dieu, à condition qu'ils parviennent à trouver leur voie au milieu de ce dédale de motivations.

Cette vérité brillante a un tel potentiel qu'elle peut constituer le fondement et la force motrice de sociétés libres, fières, progressives et justes. Elle peut permettre à la spiritualité de briller dans toutes les activités matérielles et terrestres des êtres humains, et leur créer un paradis terrestre avant le paradis céleste promis dans les religions divines. C'est cette vérité commune et universelle, qui peut constituer les bases d'une coopération fraternelle entre les nations qui ne partagent pas nécessairement les mêmes aspects extérieurs, les mêmes contextes historiques et les mêmes situations géographiques.

Chaque fois que la coopération internationale a été fondée sur cette base, les gouvernements ont établi des relations non pas sur la peur et les menaces, sur la cupidité et la recherche d'intérêts unilatéraux par le biais d'individus malhonnêtes et mercenaires, mais sur la base des intérêts sains et communs, et surtout des intérêts de l'humanité. De cette façon, les gouvernements peuvent préserver la sérénité de leur conscience et celle des peuples. Ce système fondé sur les valeurs, est à l'opposé de l'hégémonie établie, promue et appliquée par les puissances occidentales les siècles derniers, et par le gouvernement oppressif et agressif des Etats-Unis, dans le monde actuel.

**Chers invités !**

**Aujourd'hui, après six décennies, les principales valeurs du Mouvement des pays non-alignés sont les mêmes et sont celles de la lutte contre le colonialisme, la recherche de l'indépendance politique, économique et culturelle, le non alignement sur les pôles de puissance et le développement de la solidarité et de la coopération entre les pays membres. Les réalités du monde actuel sont très éloignées de ces valeurs mais la volonté et les efforts collectifs pour changer les réalités existantes et atteindre ces valeurs, bien que confrontés à de nombreux défis, sont fructueux et prometteurs.**

**Dans un passé récent, nous avons été témoins de l'échec des politiques de l'époque de la guerre froide et de l'unilatéralisme qui l'a suivie. Ayant tiré des leçons de cette expérience historique, le monde est en mouvement vers un nouvel ordre international où le Mouvement des non-alignés peut et doit jouer un nouveau rôle. Ce nouveau système doit être fondé sur la participation de toutes les nations et l'égalité de leurs droits. Et en tant que membre de ce mouvement, notre solidarité est une nécessité évidente dans le contexte actuel pour l'établissement de ce nouvel ordre mondial.**

**Heureusement, les perspectives et les évolutions internationales sont prometteuses et annonciatrices d'un système multidimensionnel dans lequel les pôles traditionnels de puissance seront remplacés par des groupes de pays, de cultures et de civilisations, qui ont des revendications économiques, sociales et politiques différentes. Les événements extraordinaires dont nous avons été témoins au cours des trois dernières décennies, montrent que l'émergence de nouvelles puissances a coïncidé avec l'affaiblissement des anciennes puissances. Ce transfert progressif du pouvoir fournit aux pays non-alignés la possibilité de jouer un rôle efficace et digne, au niveau international, et de préparer le terrain pour une**

gestion juste et collective du monde. En dépit de leurs différentes perspectives et tendances, les pays membres de ce mouvement ont réussi à préserver leur solidarité et leurs liens pendant cette longue période, dans le cadre des valeurs communes, et ce n'est pas une chose simple et minime. Ce lien peut préparer le terrain pour la transition vers un système mondial juste et humain.

Les conditions actuelles ont procuré au Mouvement des non-alignés une occasion exceptionnelle. Notre point de vue est que la gestion du monde ne doit pas être exclusivement aux mains de quelques pays occidentaux. Il est possible d'établir et de garantir un système de gestion des affaires internationales, qui assure la participation de tous et soit global et démocratique. C'est ce dont ont besoin tous les pays qui ont été et sont encore, directement ou indirectement, lésés par les transgressions de quelques pays oppresseurs et hégémoniques.

La structure du Conseil de sécurité de l'ONU est illogique, injuste et complètement antidémocratique. C'est une dictature manifeste et un système ancien et obsolète, dont la date d'utilisation a expiré. C'est par le biais de ces abus dans ce mécanisme erroné, que les Etats-Unis et leurs complices ont réussi à dissimuler leur malfeasance sous des concepts nobles, et à s'imposer au monde. Ils protègent les intérêts de l'Occident sous le couvert des "droits de l'homme". Ils interfèrent militairement dans d'autres pays au nom de la « démocratie ». Ils ciblent des personnes sans défense, dans les villages et les villes, avec leurs bombes et leurs armes sous le prétexte d'une "lutte contre le terrorisme". De leur point de vue, l'humanité est divisée en citoyens de première, deuxième et troisième classe. La vie humaine a pour eux, moins de valeur en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et plus de valeur aux Etats-Unis et en Europe occidentale. La sécurité des Etats-Unis et de l'Europe est importante alors que la sécurité du reste de l'humanité n'a aucune importance. La torture et les assassinats sont autorisés et ignorés s'ils

sont organisés par les Etats-Unis, les sionistes et leurs mercenaires. Leurs prisons secrètes dans différents lieux et différents continents où les prisonniers sans défense, n'ont pas d'avocat ni de jugement légal, et sont traités de la manière la plus hideuse et détestable, ne troublent point leur conscience. Le Bien et le Mal sont définis de façon totalement unilatérale et sélective. Ils imposent leurs intérêts aux nations du monde au nom du « droit international ». Ils imposent leurs exigences autoritaires et illégales, au nom de la « communauté internationale ». Par l'intermédiaire de leurs réseaux médiatiques, exclusifs et organisés, ils présentent leurs mensonges comme des vérités, les vérités comme des mensonges, et leur oppression comme des "efforts pour promouvoir la justice". En revanche, ils qualifient chaque commentaire qui expose leur tromperie, de mensonge et chaque revendication légitime, de divagation. Chers amis, cette situation défectueuse et dangereuse ne peut pas continuer. Tout le monde est fatigué de cette structure internationale illicite. Le mouvement des 99% de la population américaine contre les centres de richesse et de pouvoir aux Etats-Unis, et les protestations populaires en Europe occidentale contre les politiques économiques des gouvernements, montrent que les gens perdent patience et ne sont plus prêts à supporter davantage cette situation. Il est nécessaire de remédier à cette situation illogique. Un lien solide, logique et multilatéral entre les pays membres du Mouvement des non-alignés peut jouer un rôle important dans la recherche et la découverte d'un remède à cette situation.

**Chers auditeurs !**

La paix et la sécurité internationales font partie des questions essentielles du monde actuel et l'anéantissement des armes à destruction massive est une nécessité urgente et une exigence commune. Dans le monde actuel, la sécurité est un phénomène qui concerne tout le monde et ne souffre aucun privilège. Ceux qui

stockent ces armes destructrices dans leurs arsenaux, n'ont pas le droit de se présenter comme les porte-drapeaux de la paix mondiale. Sans aucun doute, cela est un danger pour leur propre sécurité. Malheureusement, nous voyons aujourd'hui, que les pays qui ont les plus grands stocks d'armes nucléaires ne sont pas déterminés à les éliminer de leur doctrine militaire et les considèrent encore comme une force de dissuasion et un avantage important dans leur position politique et internationale alors que cette hypothèse est totalement rejetée et condamnée.

Les armes nucléaires ne peuvent ni assurer la sécurité, ni renforcer le pouvoir politique. Elles sont plutôt une menace à la fois pour la sécurité et pour le pouvoir politique. Les événements qui ont eu lieu dans les années 90 ont montré que de telles armes n'ont pas pu protéger un régime comme celui de l'ex-Union soviétique et nous savons aujourd'hui, que certains pays sont exposés à des vagues d'insécurité malgré leurs bombes atomiques.

La République islamique d'Iran considère l'utilisation des armes nucléaires, chimiques et à destruction massive comme un péché impardonnable. Nous avons proposé le slogan "Un Moyen-Orient sans armes nucléaires" que nous respectons. Cela ne veut pas dire que nous sommes prêts à renoncer à l'énergie nucléaire pacifique et à la production de combustible. Conformément aux accords internationaux, l'utilisation de l'énergie nucléaire pacifique est un droit pour tous les pays. Tous les pays devraient être en mesure d'utiliser cette énergie saine pour répondre aux besoins vitaux de leur population et pouvoir exercer ce droit de façon indépendante. Quelques pays occidentaux qui sont eux-mêmes dotés d'armes nucléaires et les ont stockées de manière illégale, cherchent à monopoliser la capacité de produire du combustible nucléaire. Un mouvement secret a été lancé pour renforcer et maintenir le monopole sur la production et la vente de combustible nucléaire, de certains centres qualifiés « d'internationaux

» mais sont en fait, aux mains de quelques pays occidentaux.

Le paradoxe de notre époque est que le gouvernement américain qui possède plus que tout autre pays, des armes nucléaires les plus meurtrières et d'autres armes de destruction massive, et qui est le seul à les avoir utilisées, se présente comme le leader de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Eux et leurs partenaires occidentaux, ont équipé le régime des occupants sionistes d'armes nucléaires créant une grande menace dans cette région stratégique. Mais voilà que ce même groupe de menteurs ne tolère pas l'utilisation de l'énergie nucléaire pacifique dans des pays indépendants et fait tout pour empêcher la production de combustible nucléaire qui est utilisé dans la fabrication de produits radio-pharmaceutiques et à d'autres fins pacifiques. Leur prétexte est qu'ils craignent la production d'armes nucléaires. Dans le cas de la République islamique d'Iran, ils savent qu'ils mentent mais dans leur politique qui est complètement dépourvue de la moindre trace de spiritualité et de morale, le mensonge est monnaie courante. Comment un gouvernement qui menace d'attaques atomiques au 21ème siècle, sans aucune honte, aurait-il honte et éviterai-il de mentir ?

J'insiste sur le fait que la République islamique n'a jamais cherché à se procurer des armes nucléaires et qu'elle ne privera jamais le peuple de son droit légitime à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Notre slogan est : "L'énergie nucléaire pour tous et les armes nucléaires pour personne". Nous insisterons sur ces deux objectifs et nous savons que briser le monopole de quelques gouvernements occidentaux dans la production de l'énergie nucléaire, dans le cadre du traité de non-prolifération, est dans l'intérêt de tous les pays indépendants, en particulier des pays membres du Mouvement des non-alignés.

L'expérience réussie de la République islamique dans sa résistance contre les intimidations et les pressions tous azimut des Etats-Unis et de leurs complices, l'a totalement convaincue que la résistance d'une nation unie et déterminée, peut surmonter toutes les hostilités et les agressions, et ouvrir la voie vers ses nobles objectifs. Les progrès de notre pays au cours des deux dernières décennies, sont une réalité évidente que les observateurs officiels internationaux ont à maintes reprises, reconnue. Tous ces progrès ont été faits en période de sanctions, de pressions économiques et de propagande des réseaux affiliés aux Etats-Unis et au sionisme. Les sanctions que ces menteurs avaient qualifiées de "paralysantes" en réalité non seulement ne nous ont pas paralysés mais nous ont raffermis dans nos mesures, dans nos efforts et ont renforcé notre confiance en la justesse de nos analyses et aux capacités de notre nation. Nous avons à maintes fois, été témoins de l'assistance divine dans notre confrontation à ces défis.

**Chers invités !**

Il me semble nécessaire d'aborder une question très importante liée à notre région mais dont les vastes dimensions ont dépassé la région et ont influencé la politique mondiale pendant plusieurs décennies. Cette question est la question attristante de la Palestine. En résumé, suite à un horrible complot occidental et sous la direction de l'Angleterre dans les années 40, un pays indépendant doté d'une identité historique, appelé « Palestine », a été enlevé à son peuple par la force des armes, des meurtres et des tromperies, et a été remis à un groupe de personnes dont la majorité avaient immigré des pays européens. Cette grande usurpation qui fut initialement accompagnée de massacres de la population sans défense dans les villes et villages, a forcé les gens à quitter leur pays et à se réfugier dans les pays voisins, et dure depuis plus de six décennies en s'appuyant sur les mêmes crimes. C'est une des questions les plus

importantes de la communauté humaine. Les dirigeants politiques et militaires du régime usurpateur sioniste n'ont reculé devant aucun crime pendant cette période, il sont tué les gens, détruit leurs maisons et leurs fermes, arrêté et torturé les hommes, les femmes et même les enfants, humilié et insulté l'honneur d'une nation jusqu'à essayer de la faire digérer dans l'estomac vorace du régime sioniste, sans compter les attaques contre leurs camps en Palestine et dans les pays voisins qui ont accueilli des millions de sans-abri.

Les noms des villes de Sabra, Chatila, Qana, Deir Yassin et bien d'autres ont été écrits dans l'Histoire de notre région, avec le sang de la nation palestinienne opprimée. Après 65 ans, ces crimes des loups féroces sionistes se poursuivent contre ceux qui sont restés dans les territoires occupés. Ils commettent crimes après crimes, et créent sans cesse de nouvelles crises dans la région. Il y a rarement une journée qui se passe sans de nouveaux meurtres, assassinats et arrestations de jeunes qui se battent pour défendre leur patrie et leur honneur, et protestent contre la destruction de leurs fermes et leurs maisons. Le régime sioniste qui est responsable de ces assassinats, depuis des décennies, encourage le terrorisme, les guerres et les crimes, en déclenchant des guerres désastreuses, des génocides, l'occupation des territoires arabes et en faisant régner une terreur d'état dans la région et dans le monde, et qualifie de « terroriste » le peuple palestinien qui s'est soulevé et s'est engagé à se battre pour restituer ses droits. Les réseaux médiatiques qui appartiennent au sionisme et la plupart des médias occidentaux qui sont à leur solde, ont foulé aux pieds leur engagement éthique et médiatique, et dissimulent ce grand mensonge. Les dirigeants politiques qui prétendent défendre les droits de l'homme ferment les yeux sur tous ces crimes et soutiennent sans vergogne et défendent avec audace, ce régime criminel.

Notre point de vue est que la Palestine appartient aux



**Palestiniens et que la poursuite de son occupation est une oppression intolérable et constitue une menace majeure pour la paix et la sécurité mondiales. Tous les moyens que les Occidentaux et leurs alliés ont proposés et expérimentés pour résoudre le problème de la Palestine, ont échoué et ce sera également le cas dans l'avenir. Nous avons proposé une solution juste et tout à fait démocratique, qui consiste à un référendum où tous les Palestiniens - à la fois les citoyens actuels et ceux qui ont été forcés d'émigrer vers d'autres pays mais ont conservé leur identité palestinienne, musulmans, chrétiens et juifs - devront prendre part sous une surveillance minutieuse et fiable, pour choisir le système politique de leur pays. Tous les Palestiniens qui ont souffert des années d'exil, doivent être rapatriés et prendre part à ce référendum, et contribuer à la rédaction d'une Constitution et à l'organisation d'élections. Ainsi, la paix sera rétablie.**

**Je tiens maintenant à donner un conseil bienveillant aux politiciens américains qui ont toujours défendu et soutenu le régime sioniste. Jusqu'à présent, ce régime vous a créé d'innombrables problèmes. Il vous a rendus détestables auprès des nations de la région, il vous a présentés aux gens de la région comme le complice des crimes des sionistes usurpateurs, et pendant toutes ces années, a imposé de lourds frais matériels et moraux, au gouvernement et à la nation américaine. Si cela se poursuit, vous aurez probablement à payer un prix encore plus grand dans l'avenir. Pensez à la suggestion de la République islamique d'un référendum et dans une décision courageuse, libérez-vous de cette impasse où vous êtes actuellement. Sans aucun doute, les gens de la région et tous les libres penseurs dans le monde accueilleront positivement cette mesure.**

**Chers invités !**

**Je voudrais maintenant revenir au point de départ de mes propos. Les conditions du monde sont sensibles et le**

monde se trouve à un tournant historique. Nous nous attendons à ce qu'un nouvel ordre mondial apparaisse. Les pays non-alignés représentent à peu près des deux tiers des membres de la communauté mondiale et peuvent jouer un rôle décisif dans le façonnement de l'avenir. La tenue de ce grand sommet à Téhéran, est également un événement important, qui devra être pris en compte dans les calculs. Nous, les membres de ce mouvement, pouvons jouer un rôle historique et permanent, pour sauver le monde de l'insécurité, de la guerre et de l'hégémonie, en rassemblant nos ressources et nos grandes capacités.

Cet objectif ne peut être atteint que grâce à une coopération globale. Parmi nous, les pays très riches qui jouissent d'une influence internationale ne sont pas rares. Grâce à la coopération économique et médiatique, et la transmission des expériences qui nous ont aidés à nous améliorer et à faire des progrès, il est tout à fait possible de trouver des solutions aux problèmes. Nous devons renforcer notre volonté et rester fidèles à nos objectifs. Nous ne devons pas craindre ces puissances menaçantes quand elles froncent les sourcils, ni être heureux quand elles nous sourient. Nous devons considérer la volonté de Dieu et les lois de la création, comme nos supports. Nous devons tirer des leçons de ce qui s'est passé dans le bloc communiste, il y a deux décennies, et l'échec actuel de la soi-disant "démocratie libérale occidentale" dont tout le monde en voit les signes dans les rues des pays européens et des Etats-Unis, et dans les problèmes économiques insolubles de ces pays. Nous devons aussi considérer la chute des dictatures en Afrique du Nord, qui dépendaient des Etats-Unis et étaient complices du régime sioniste, ainsi que les mouvements d'éveil islamique dans la région, comme une excellente occasion. Nous pouvons améliorer "la productivité politique" du Mouvement des non-alignés dans la gestion du monde. Nous pouvons préparer un document historique pour transformer ce modèle de gouvernance et préparer les moyens nécessaires à son application. Nous pouvons diriger notre Mouvement vers

**une coopération économique efficace, et définir des paradigmes dans nos relations culturelles. Sans aucun doute, l'établissement d'un secrétariat, actif et motivé, pour cette organisation, sera une grande aide et contribuera à la réalisation de ses objectifs.**

**Je vous remercie.**

**Ali Khamenei**

## **RÉACTIONS :**

**LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** suit avec attention le déroulement du 16<sup>e</sup> sommet du mouvement des non alignés qui se tient en IRAN ;

- Elle salue la mémoire de Gamal Abdel Nasser, Josip Broz Tito, Norodom Sihanouk et Jawaharlal Nehru les créateurs du mouvement ;
- Elle salue les dirigeants iraniens qui ont organisé le sommet avec efficacité ;
- Elle souhaite aux congressistes de fructueux travaux ;
- Elle estime enfin que le but et l'idéologie du mouvement tel que défini dans la « Déclaration de la Havane » de 1979 d'assurer : « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, la ségrégation, le racisme, et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques et de promouvoir la solidarité entre les peuples du tiers monde et de faire respecter les principes du droit international public et notamment le refus de tout empire et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain sont de plus en plus indispensable pour mettre un terme à l'ordre occidental qui a fait et continue de faire tant de mal à notre planète.

## **ORIENT**

### **LE GUIDE SUPRÊME DE L'IRAN FAIT LA LEÇON AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU**

«Le régime sioniste représente un grand danger pour la région, en raison de son arsenal nucléaire », c'est le message qu'a réitéré le Guide suprême de la Révolution islamique au secrétaire général des Nations-Unies. Mercredi soir, lors d'une audience accordée au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et à la délégation l'accompagnant, le Guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Khamenei a rappelé comment le régime sioniste a été équipé d'armes nucléaires par les Etats-Unis et d'autres puissances, arguant du grand danger que cela représente pour la région et demandant à l'ONU d'agir sur ce dossier.

Plus loin dans ses propos, le Guide suprême de la Révolution islamique a évoqué les inquiétudes communes des peuples notamment face à l'arme nucléaire. "La République Islamique d'Iran soutient l'idée d'un Moyen-Orient dénucléarisé. Il incombe à l'ONU d'œuvrer sérieusement au sujet de telles armes afin de dissiper les inquiétudes, a réitéré le Guide suprême de la Révolution islamique avant de dénoncer les manques structurels de l'ONU. Les puissances mondiales, les plus hégémoniques qui sont de plus en plus dotées d'armes nucléaires et qui les ont même utilisées, dominent aujourd'hui le Conseil de sécurité.

L'ayatollah Khamenei a ensuite tenu à déclarer que l'Iran est prêt à agir pour régler la crise syrienne. "Le règlement de la crise syrienne est liée à une condition sine quo none: empêcher l'acheminement des armes à destination des groupes irresponsables opérant en Syrie », a précisé le Guide suprême, qui s'est référé à la situation qui prévaut dans ce pays, l'estimant le résultat de l'acheminement des armes via les frontières syriennes à l'intérieur du pays et à destination des groupes armés. "Il est naturel que le gouvernement syrien dispose d'armes, car le gouvernement syrien a, à l'instar de tout autre gouvernement, une armée », a fait remarquer le Guide suprême. "La vérité amère à propos de la Syrie, c'est qu'un ensemble de gouvernements poussent les groupes d'opposition à faire la guerre à leur place », a-t-il renchéri. Plus loin dans ses propos le Guide suprême a souligné que les Américains étaient mieux que quiconque conscients que l'Iran n'aspire nullement à l'arme atomique; ils cherchent uniquement des prétextes. "Il incombe à l'AIEA, conformément à ses règles, d'aider scientifiquement et techniquement l'Iran mais l'Agence n'a non seulement rien fait à ce propos mais de plus elle a toujours mis des bâtons dans les roues, a critiqué le Guide suprême de la Révolution islamique.

## AFRIQUE

### L'AFRIQUE DU SUD SECOUÉE

L'Afrique du Sud connaît l'un des plus violents conflits sociaux de son histoire depuis des années. On compte déjà 44 morts à la mine de Marikana, une situation qui a emmené à l'ouverture de négociations ce mercredi pour tenter de venir à bout de cette crise. Après plusieurs semaines d'échauffourées, l'heure est à la discussion. L'Afrique du Sud connaît l'un des plus violents conflits sociaux de son histoire depuis des années. On compte déjà 44 morts à la mine de Marikana (dans le Nord-Ouest du pays), une situation qui a emmené à l'ouverture de négociations ce mercredi pour tenter de venir à bout de cette crise. Rustenburg (Nord), la grande ville voisine de la mine a accueilli dans la matinée la direction, les syndicats ainsi qu'une délégation de mineurs non syndiqués à l'occasion de la réunion où se tiennent les négociations. Une cinquantaine de personnes sont réunies à huis-clos. D'après une source proche du ministère du Travail, les pourparlers seraient tendus, mais chaque partie reconnaît la nécessité de trouver une solution à ce conflit social. Les discussions devraient durer jusqu'à vendredi. La revalorisation salariale est la cause et surtout le déclencheur le 10 août dernier de la grève des mineurs à Marikana. Pourtant, ce ne serait pas le principal sujet de discussions de Lonmin, troisième producteur mondial de platine. « On ne peut pas discuter des salaires si les gens font l'objet d'intimidations. Il faut un retour à la normale avant toute discussion », a déclaré la porte-parole du groupe britannique, Sue Vey. Tandis que la direction pose la reprise du travail comme préalable à toute négociation salariale, les grévistes refusent de leur côté de plier, ce qui reviendrait à leurs yeux à trahir leurs collègues morts ou arrêtés il y a deux semaines. La situation reste cependant "très calme", selon Lonmin, dont le titre boursier a fortement chuté depuis le début de ce conflit aux fortes résonances politiques.

L'Organisation internationale du travail (OIT) déplore les conditions de travail dans les mines sud-africaines. Elle demande de meilleures garanties pour les mineurs. Cela fait suite au conflit social opposant les salariés de la mine de Marikana et la société exploitante Lonmin. Ce conflit a provoqué la mort de 44 personnes. Les 44 morts de la mine de Marikana appartenant à la société Lonmin ont éveillé les consciences. L'Organisation internationale du travail (OIT) déplore ce lundi les conditions de travail dans les mines sud-africaines et demande de meilleures garanties de sécurité pour les mineurs. « Selon l'OIT, les revendications des travailleurs de la mine de platine de Lonmin dénotent certains manquements dans le système de fonctionnement de quelques mines sud-africaines. Rappelons que les trois mille mineurs grévistes de la mine de Marikana, dans le Nord-Ouest du

pays, réclament, depuis le début du mouvement social vendredi 10 août, l'amélioration des conditions de sécurité et une revalorisation salariale. Il faut dire qu'avec l'équivalent de 400 euros mensuels, la plupart vit dans dans des conditions très précaires.

## **OCCIDENT**

### **CONSEIL DE SÉCURITÉ : LA FRANCE ÉTALE SON IMPUISSANCE**

Avant d'achever sa présidence tournante de l'organe exécutif des Nations unies, la France a tenu à convoquer jeudi 30 août une réunion ministérielle sur la Syrie. Une réunion qui, pas même assurée de bénéficier d'éventuels effets d'annonce, pourrait n'avoir servi à rien, si ce n'est à démontrer la faiblesse de la diplomatie française... Et cela, on peut imaginer que la communauté internationale en soit déjà convaincue. Un mois, un tout petit mois – et celui d'août en prime –, c'est la durée pendant laquelle la France aura occupé la présidence tournante du conseil de sécurité des Nations unies. Cette présidence est assez formelle et n'offre que peu de marges de manœuvre au pays qui l'occupe, mise à part une certaine maîtrise de l'ordre du jour. Une maîtrise très relative, dans la mesure où l'ordre du jour est en grande partie imposée par l'arrivée à échéance de résolutions ou par la nécessité d'apporter des solutions d'urgence à des crises subites. Au début du mois d'août, la diplomatie française – en la personne du ministre Laurent Fabius – avait claironné son intention de tenir une réunion ministérielle sur la Syrie. Si la promesse a été tenue – puisque le conseil de sécurité se réunit jeudi 30 août au niveau ministériel pour débattre de la Syrie – sa mise en œuvre est apparue toujours plus compliquée au fil des semaines, et c'est très probablement à une réunion pour pas grand-chose que la France aura convié ses partenaires. Un communiqué scrupuleusement rédigé permettra sans doute d'éviter le camouflet, mais Paris et la jeune diplomatie « hollandaise » ne sortira pas en position de force de ce premier tour de piste international. Tout au long du mois d'août, la bataille a fait rage en Syrie. Approvisionnée en munitions par la Russie et appuyée en sous-main par l'Iran, l'armée régulière, fidèle au régime de Bachar al-Assad, a redoublé d'efforts face à une insurrection déterminée mais qui manque cruellement de moyens. Dans ce contexte, la question qui se pose est de savoir pour quoi faire, pour décider de quoi, pour obtenir quels résultats, cette réunion du conseil de sécurité a-t-elle été organisée ? Là-dessus, longtemps, aucune véritable réponse du Quai d'Orsay, et puis, comme par défaut, le thème des « questions humanitaires » – notamment les zones tampons – a été arrêté. On ne peut s'empêcher d'imaginer, au risque, une fois encore, d'apparaître malveillant, qu'il s'agit aussi, pour partie du moins, de permettre aux nouvelles autorités françaises de faire valoir leur mobilisation et leur détermination à

progresser vers une sortie de crise. Contrairement à ce que l'on entend parfois, la nouvelle diplomatie jouit d'une certaine expérience. Si François Hollande et Jean-Marc Ayrault sont des néophytes sur la scène internationale, Laurent Fabius a, lui, indéniablement une expérience, même si celle-ci remonte aux calendes grecques. Et puis, il ne faut pas sous-estimer la continuité de l'État – et surtout du Quai d'Orsay, machine technocratiquement bien huilée, qui résiste, somme tout, formidablement bien aux alternances et autres attermolements... Pourtant, la France a, semble-t-il, pris un double risque : diminuer l'importance du conseil de sécurité en abordant la question de la Syrie à minima, sur les seules questions humanitaires – comme s'il suffisait de guérir sans chercher à prévenir -, et créer une impression de faux consensus, alors que des divisions majeures perdurent, sur ce dossier, entre les grandes puissances. Le 30 août 2012 ne sera pas dans l'histoire personnelle de Laurent Fabius ce que demeure dans celle de Dominique de Villepin le 14 février 2003 – lorsqu'il avait pris position contre la guerre en Irak. Ce « vieux pays, la France, qui appartient à un vieux continent » apparaît davantage, en ces circonstances, comme un petit pays sur un petit continent... et ses partenaires n'ont pas tardé à le lui rappeler. Pour une réunion au niveau ministérielle du conseil de sécurité, Laurent Fabius ne pourra feindre d'ignorer les absents, grands absents. Durant tout le mois d'août, les Américains ont fait part de leur réticence. Ils ont par ailleurs jugé un peu prématurée l'annonce faite lundi 27 août par François Hollande que la France reconnaîtrait un « gouvernement provisoire syrien » dès que celui-ci serait constitué. Hillary Clinton ne fera pas le voyage de New York. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov ne sera pas présent non plus. Mais Paris se satisfait de la présence du Britannique William Hague et d'avoir invité la Turquie, la Jordanie, le Liban et l'Irak, voisins de la Syrie et non-membres du conseil de sécurité. Aucun texte ne sortira de cette réunion, ni une résolution ni une déclaration présidentielle qui, l'une comme l'autre, nécessitent l'unanimité des quinze membres. Un échec pour la diplomatie française. Un échec qui intervient aussi alors que, mercredi 29 août, le conseil de l'ONU pour les droits de l'Homme a mis en garde la France concernant les droits des Roms. **Vellétés et agitations, non-respect de principes qu'elle entend imposer aux quatre coins du monde et, in fine, une diplomatie de l'impuissance.**

**PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**



# ÉTAT DES MARCHÉS

## ASIE

Le rouge est de mise sur les places asiatiques ce matin. Le [Nikkei 225] à Tokyo clôture ainsi en baisse de 1% à 8.984 points, le Kospi à Seoul recule également de 1% alors que le Hang Seng à Hong Kong perd 1,2% dans les derniers échanges de la journée. A Shanghai, l'indice CSI 300 Index cède encore 0,6% tandis que Sydney rend 0,8%. Outre la prudence généralisée des investisseurs avant la réunion des banquiers centraux prévue vendredi à Jackson Hole, les indices ont été victimes de deux mauvaises statistiques au Japon et en Corée ainsi que de résultats d'entreprises plutôt mal perçus. La baisse des cours des matières premières a également pesé sur la tendance.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a terminé en baisse prononcée jeudi, dans un marché très prudent avant un important discours du président de la Réserve fédérale américaine prévu vendredi et s'inquiétant de la situation en Europe: le Dow Jones a lâché 0,81% et le Nasdaq 1,05%. Selon les résultats définitifs à la clôture, l'indice Dow Jones Industrial Average a perdu 106,77 points à 13.000,71 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 32,48 points à 3.048,71 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a reculé de 0,78% (-11,01 points à 1.399,48 points). Il repasse ainsi sous la barre psychologique des 1.400 points, dépassée le 7 août pour la première fois depuis début mai. "Tous les regards sont tournés vers les commentaires du président (de la Fed, Ben) Bernanke à Jackson Hole, Wyoming, demain", a souligné David Levy, de Kenjol Capital Management.

## EUROPE

Les Bourses européennes ont de nouveau chuté jeudi, particulièrement le Dax allemand, dans un climat de nervosité avant le discours du président de la Réserve fédérale américaine, vendredi à Jackson Hole et d'incertitudes sur l'évolution de la crise de la dette dans la zone euro qui incite les investisseurs à fuir les positions risquées. À Paris, le CAC 40 a accusé une nouvelle baisse pour repasser sous la barre des 3.400 points, cédant 1,02% à 3.379,11 points. Le Dax allemand a chuté encore plus lourdement (-1,64%), alors que le Footsie britannique, moins exposé à la crise de la zone euro, a limité des pertes à -0,42%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a reculé de 0,77%. Entamée la semaine dernière, la correction des places financières est à la hauteur des espoirs d'intervention des banques centrales qui ont soutenu le rally boursier estival et dont les analystes s'accordent aujourd'hui à dire qu'ils étaient exagérés. Mais selon ces mêmes analystes, la chute des derniers jours signifie aussi que les marchés ne devraient pas plonger s'ils sont déçus par Ben Bernanke vendredi. "Les gens commencent à réaliser qu'il ne va pas se passer grand chose à la réunion de Jackson Hole.



## CHANGE

L'euro reculait légèrement face au dollar jeudi, dans un marché hésitant à la veille d'un discours très attendu du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), la situation en zone euro restant une source de vives inquiétudes. Vers 21H00 GMT, l'euro valait 1,2504 dollar, contre 1,2526 dollar mercredi vers 21H00 GMT. L'euro reculait aussi face au yen, à 98,26 yens contre 98,61 yens mercredi soir. Le dollar perdait un peu de terrain face à la devise nippone, à 78,59 yens contre 78,70 yens la veille. Vers 21H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 0,7920 pence pour un euro, tout comme face au billet vert, à 1,5783 dollar. La devise helvétique était stable face à l'euro, à 1,2008 franc suisse pour un euro, et baissait face au billet vert, à 0,9603 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,3496 yuans pour un dollar contre 6,3518 yuans la veille.

## MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole continuaient de diverger jeudi en fin d'échanges européens, dans un marché prudent avant un séminaire de banquiers centraux aux Etats-Unis, les investisseurs spéculant sur de nouvelles mesures de soutien à l'économie par la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, pour livraison en octobre, valait 112,74 dollars, gagnant 20 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance reculait en revanche de 1,14 dollar, à 94,35 dollars.

## PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



# MANAGEMENT ET DROIT

## AGENTS PUBLICS, CDD, CDI ET ALLOCATIONS CHÔMAGE

Dans la fonction publique, le recours aux agents contractuels doit rester exceptionnel. En effet, le principe doit demeurer celui de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires. Pour éviter un recours abusif aux agents contractuels par l'administration, la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 rappelle et clarifie les conditions dans lesquelles ce recrutement peut intervenir.

Sous réserve de conditions de fond énumérées par des textes spécifiques, lorsque le contrat est conclu pour une durée déterminée, cette durée est au maximum de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse dans la limite d'une durée maximale de six ans. Au delà, si un renouvellement est envisagé, il ne pourra en principe l'être que pour une durée indéterminée et par décision expresse. Il est intéressant d'observer que la loi du 12 mars 2012 assouplit les modalités de calcul de

l'ancienneté en admettant la prise en compte de services accomplis de manière discontinue sous réserve que la durée des interruptions n'excède pas quatre mois. Dès lors, l'administration dispose d'une alternative : soit elle renouvelle expressément l'engagement de son agent par un contrat à durée indéterminée, soit elle ne le renouvelle pas. Cette circonstance emporte deux conséquences :

- D'abord, en ce qu'un agent contractuel ne bénéficie d'aucun droit à se voir offrir un CDI. En effet, l'administration dispose d'une faculté de pérenniser la collaboration, et peut parfaitement décider de ne pas reconduire le contrat. La loi se borne à poser la règle selon laquelle si, au-delà du délai maximal de six ans, l'administration décide de renouveler l'engagement, ce renouvellement ne pourra intervenir que par le biais d'un contrat à durée indéterminée.

- Ensuite, et c'est certainement le point le plus intéressant de ce système en pratique, aucun droit à la requalification en contrat à durée indéterminée n'existe en droit de la fonction publique contrairement au droit du travail.

La loi n°2012-347 du 12 mars 2012 n'y a rien changé. Prenons l'hypothèse dans laquelle le contrat conclu avec l'administration serait tacitement renouvelé, soit par le maintien de fait de l'agent en fonction au terme de son contrat, soit par l'application d'une clause de tacite reconduction irrégulièrement incluse dans le contrat. En droit de la fonction publique, la règle posée est celle de la reconduction expresse. Dès lors, un contrat conclu sous la forme d'un contrat à durée déterminée ne pourra nullement se voir conférer une durée indéterminée au seul motif qu'il ne respecte pas le seuil légal de six ans. Et cela, même par le biais d'une action devant le juge administratif. Le renouvellement de fait d'un contrat à durée déterminée n'aura pour seule conséquence la conclusion d'un nouveau contrat de même durée. L'administration se trouve alors dans une position de force, et ce, à double titre :

- En effet, non seulement, aucun texte ne lui impose de renouveler le contrat d'un agent mais en outre, le refus de l'agent de renouveler son engagement sous la forme d'un contrat à durée déterminée emporte des conséquences importantes sur son indemnisation au titre du chômage. Les allocations chômage étant payées par l'administration dont relève l'agent, son refus de signer un nouveau contrat à durée déterminée sera sans nul doute analysé comme une démission de la part de l'employeur public. L'indemnisation du chômage est possible lorsque les agents sont involontairement privés d'emploi. Il est de jurisprudence constante que le chômage est involontaire quand la perte d'emploi n'est pas du fait de l'agent. Dans cette perspective, la démission n'ouvre, en principe, pas de droit à indemnisation puisqu'elle constitue un départ volontaire. Ainsi, lorsque l'agent refuse le renouvellement de son contrat, le juge administratif a-t-il estimé que l'employeur public pouvait refuser de l'indemniser au titre du chômage.

- Toutefois, afin d'apporter un minimum de protection à l'agent, le juge administratif admet que l'intéressé puisse prétendre à une indemnisation lorsque sa démission présente un motif légitime, qui peut notamment résulter de « considérations d'ordre personnel ou au fait que le contrat a été modifié de façon substantielle sans justification de l'employeur » (CE, 13 janvier 2003, n° 229251). Dans de telles circonstances, la Haute juridiction assimile la démission à une perte involontaire d'emploi ouvrant droit à indemnisation. En définitive, l'agent qui, au terme de six années d'engagement à durée déterminée, se voit offrir par son administration un nouveau CDD, ne peut pas lui imposer la conclusion d'un CDI. En outre, s'il refuse de signer pour un peu plus de

précarité, il risque de perdre son droit à percevoir des allocations chômage pendant qu'il cherche un nouvel engagement.

La limitation de la succession des CDD est certes une mesure visant à limiter la précarité de l'emploi dans la fonction publique. Mais, en pratique, on se rend bien compte qu'elle ne confère pas aux contractuels publics les mêmes garanties que celles des salariés du secteur privé qui, en plusieurs hypothèses, bénéficient du droit à la requalification du contrat en CDI. C'est pourtant cette menace de la requalification qui porte le vrai pouvoir dissuasif à l'égard des employeurs. Il n'en demeure pas moins que la question du renouvellement sous la forme d'un contrat à durée indéterminée est relativement récente. Même si les agents publics ne disposent pas d'un droit à obtenir un contrat à durée indéterminée, le juge administratif tend à examiner les conditions dans lesquelles l'administration décide de ne pas renouveler leur engagement. Ainsi, par exemple le juge des référés du tribunal administratif de Cergy-Pontoise jugea en 2011 qu'au vu des circonstances de l'espèce, la requérante avait « vocation à bénéficier d'un contrat à durée indéterminée après six années continues de fonctions » (Ordonnance du Tribunal administratif de Cergy Pontoise, 29 août 2011, n° 1106712). On peut ainsi espérer que cette décision d'espèce annonce un régime davantage protecteur pour les agents.

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 vient, en partie, combler cette attente en obligeant l'administration à proposer de transformer en CDI les CDD des agents non-titulaires qui remplissent certaines conditions à la date de publication de la loi. Ce faisant, elle renforce la place du CDI au sein des trois fonctions publiques. Sous réserve de quelques exclusions, l'agent contractuel qui aura accompli auprès du même employeur public une durée de services effectifs au moins égale à six années au cours des huit années précédant la publication de la loi, devra pouvoir bénéficier de ce régime législatif. Pour ceux âgés d'au moins 55 ans au 13 mars 2012, ils devront justifier de trois années de services effectifs accomplies au cours des quatre dernières années. Toutefois, il est à noter que ce contrat pourra prévoir la modification des fonctions de l'agent, sous réserve qu'il s'agisse de fonctions du même niveau de responsabilités. En cas de refus, l'agent restera régi par les stipulations du contrat en cours.

**PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM**





## **TABLEAU DE BORD**

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire ( **1120 net** ).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

### **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

### **POPULATION**

POPULATION 2010: 407 205 habitants

### **OFFRE**

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand ( 3,1 )

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

### **DEMANDE**

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

### **PRIX**

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

### **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI EN JUILLET : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN JUILLET :NC

### **NOMBRE D'ENTREPRISES**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

**PRÉPARÉE PAR L 'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;  
**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**